



SOMMAIRE

Aide à domicile
Discriminations
Enfance - Famille
Etablissement social et médico-social
Immigration
Insertion
Jeunes
Logement
Pauvreté - Lutte contre les exclusions
Personnes âgées
Personnes en situation de handicap
Politique de la ville
Politiques sociales
Protection de l'enfance
Travail social
Violences
Acquisitions

AIDE A DOMICILE

Fiche pratique - Évaluation de la qualité des services autonomie à domicile (SAD) : repères et modalités

Haute autorité de santé, 03/2026, 17 p.

<https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2026->

Cette fiche propose des repères clairs pour comprendre le dispositif, s'y préparer, mettre en œuvre l'évaluation, exploiter le rapport et piloter l'amélioration des services autonomie à domicile.

Les seniors, nouveau vivier de talents pour le travail social ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 21-23

Le recrutement des plus de 50 ans pourrait constituer une solution, notamment dans l'aide à domicile, pour des employeurs touchés de plein fouet par la pénurie de main-d'œuvre. Si l'idée commence à faire son chemin depuis la réforme des retraites, sa mise en pratique demeure toutefois encore compliquée.

DISCRIMINATIONS



"Vos préjugés ne sont pas les nôtres", Fondation Partage et Vie, 2023, 5.54 mn

<https://youtu.be/q4Y-LnGCd40?si=L8EJl1k0Gj0W9UZu>

Une vidéo tournée par les professionnels et les résidents de la maison de retraite médicalisée Jacques Bonvoisin à Dieppe pour combattre les idées reçues et les méfaits de l'âgisme.

THE CONVERSATION **Les médias français sont-ils racistes ?** / COLISSON Pascale

TheConversation.com, 05/04/2026

<https://theconversation.com/les-medias-francais-sont-ils-racistes-279934?>

Allusion au fait que l'« Homo Sapiens descend des singes », au « chef de tribu », au « mâle dominant » : sur la chaîne Cnews, Bally Bagayoko, nouveau maire de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, a été victime de propos racistes. Ce dernier appelle à un grand « rassemblement citoyen » contre le racisme et les discriminations samedi 4 avril. Mais au-delà de ces attaques récentes, il est essentiel d'interroger les stéréotypes qui imprègnent la culture médiatique dominante.



Racisme, une histoire - Le Cours de l'histoire [Podcast]

France culture, 04/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-racisme-une-histoire#about>

Juifs, musulmans, nouveaux chrétiens convertis, comment la "pureté de sang" a-t-elle été inventée dans le monde ibérique ? De l'esclavage à la race, comment le racisme s'est-il construit jusqu'aux pseudo-théories scientifiques et médicales ? Race et République, c'est l'histoire d'un tabou français.

Qu'est-ce que le racisme et quelle est son histoire ?

Villes féministes, Oxfam entend peser sur les nouveaux mandats

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 14

Oxfam a publié un rapport sur les « villes féministes » pour peser sur les futurs mandats locaux. Pensé comme un outil de plaidoyer, ces travaux visent à outiller citoyens, associations et acteurs de terrain avec des constats chiffrés et des exemples précis pour interpeller les élus sur leurs choix budgétaires et politiques.

<https://www.oxfamfrance.org/rapports/pour-des-villes-feministes/>





Évaluation du “Plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+ (2023-2026) - Avis du 19 mars 2026

Commission nationale consultative des droits de l'homme, 19/03/2026, 92 p

<https://www.cncdh.fr/actualite/avis-portant-evaluation-du-plan-national-pour-egalite-des-droits-contre-la-haine-et-les>

L'avis analyse le quatrième plan national pour l'égalité des droits et contre les discriminations anti-LGBT+ (2023-2026), publié le 10 juillet 2023, dans un contexte d'augmentation documentée des violences et discriminations, malgré des avancées législatives importantes depuis 40 ans. La CNCDH rappelle que ce plan a été adopté avant l'évaluation du plan précédent et sans réelle concertation structurée avec les associations, plusieurs ministères ni les institutions indépendantes comme le Défenseur des droits ou la CGLPL. Le contenu apparaît déconnecté des attentes des personnes concernées, notamment trans, intersexes, lesbiennes, bisexuelles et pansexuelles, avec des angles morts majeurs sur l'asile, l'immigration et l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (ÉVAR/ÉVARs). L'avis souligne aussi le paradoxe entre un discours politique volontariste et une réalité d'hostilité persistante, de backlash transphobe et de montée des crimes et délits anti-LGBT+ enregistrés par la police depuis 2016. Il pointe enfin l'intersection des discriminations (sexisme, racisme, précarité, handiphobie...) qui aggravent la situation de nombreux publics LGBTI+.

https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2026-03/26.03.19%20Avis%20Evaluation%20LGBT%2B_1.pdf

ENFANCE ET FAMILLE



"Les cabinets des psys sont remplis d'adultes coupés de cet élan vital qui caractérise l'enfance" Pierre Vespérini

Libération, 18/04/2026, p. 20-21

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/pierre-vesperini-les-cabinets-des-psys-sont-remplis-dadultes-coupees-de-cet-elan-vital-qui-caracterise-lenfance-20260417_6AZ62HELRRHJRBBULC4VVQTL7I/

Après la parution du baromètre sur les violences éducatives ordinaires, publié par la Fondation pour l'enfance vendredi 17 avril, le philosophe propose un programme d'éducation respectueux de la dignité de l'enfant.

<https://www.lesbelleslettres.com/livre/9782251458366/pour-les-enfants>



En faisant moins d'enfants, les femmes font une grève des ventres à bas bruit

Libération, 16/04/2026, p. 14-15

https://www.liberation.fr/societe/droits-des-femmes/anne-cecile-mailfert-sur-la-panique-demographique-en-faisant-moins-denfants-les-femmes-font-une-greve-des-ventres-a-bas-bruit-20260415_IHTZITJ435GAPOGYH4LDS3E5IY/

Refusant l'instrumentalisation réactionnaire de la baisse démographique, la présidente de la Fondation des femmes invite dans son dernier ouvrage, en librairies jeudi 16 avril, à une lecture féministe. Loin des stéréotypes, elle décrit un « paradoxe patriarcal de la reproduction », sapant les conditions d'accueil de la vie.

Enfance - Violences sexuelles : l'impératif de la formation

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/04/2026, n° 2812, p.42-44

Mieux les enfants connaissent les interdits protégeant leur corps, mieux les professionnels sont formés, plus le risque de violence recule. Les enfants mais aussi l'ensemble des professionnels qui les entourent sont concernés : agents, animateurs, enseignants et tous les niveaux de la hiérarchie.

Assurer une prévention, dès la maternelle, visible et partagée dans tous les lieux de vie des enfants, dans une logique de continuité éducative, participe à leur sécurité.



Accueil de la petite enfance



Le service public petite enfance [Bibliographie] / RESEAU DES DOCUMENTALISTES, CNFPT, 2026

<https://padlet.com/cnfptreseaudoc/le-service-public-petite-enfance-1ib0gw8hb85tov7u>

Afin d'accompagner les collectivités et les acteurs de la petite enfance sur la compréhension des objectifs et des enjeux de la création du Service Public Petite enfance, ce webinaire abordera les missions du SPPE. Mise à jour 04/2026.



Guide d'inspection-contrôle des modes d'accueil du jeune enfant - Analyser les risques au regard du vu, de l'entendu et du lu

Direction générale de la cohésion sociale, 01/2026, 62 p.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2026-04/Guide-inspection-controle-mode-accueil-jeune-enfant.pdf>

Dans le cadre du service public de la petite enfance, ce guide ministériel récemment publié vise à harmoniser les pratiques d'inspection-contrôle, à renforcer l'analyse des risques et la qualité de l'accueil, dans le respect des besoins des jeunes enfants.

Compensation financière du Service public de la petite enfance (SPPE) : la proposition de loi adoptée au Sénat

Maire-info.com, 13/04/2026

<https://www.maire-info.com/petite-enfance/compensation-financiere-du-service-public-la-petite-enfance-sppe-la-proposition-loi-adoptee-au-senat-article-30683>

La proposition de loi visant à étendre à toutes les communes la compensation financière prévue pour les communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance a été adoptée au Sénat. Cependant, le gouvernement n'envisage aucune augmentation de l'enveloppe dédiée à ce soutien, alors qu'elle est déjà sous-dimensionnée.

<https://www.maire-info.com/soutien-au-service-public-de-la-petite-enfance-les-attributions-indivuelles-sont-parues-article2-30151>



Guide d'appui à l'évaluation des Conventions Territoriales Globales, CNAF, 2026, 57 p.

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre/Recherche_et_statistiques/CTG_Cecile/DSER_Guide_evaluation_CTG_2026.pdf

Fruit d'un travail collaboratif entre les Caf et la Cnaf, ce guide a pour objectif de vous accompagner dans l'évaluation de vos Conventions Territoriales Globales (CTG). Il propose une approche centrée sur deux objets : les actions inscrites dans le plan d'action et la démarche CTG elle-même (gouvernance, dynamiques partenariales).

Vous y trouverez des repères méthodologiques, des conseils pratiques ainsi que des outils inspirants, élaborés par des Caf et accessibles via des liens hypertextes.

https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/cnaf/Nous_connaitre/Recherche_et_statistiques/CTG_Cecile/DSER_Guide_evaluation_%20CTG_synthese_2026.pdf

perirEnfance Savoir dire l'inacceptable : quand la directrice de crèche doit oser nommer ce qui ne va pas, [Podcast], 09/04/2026, 15.17 mn

<https://www.lesprosdela petiteenfance.fr/article/savoir-dire-linacceptable-quand-la-directrice-de-creche-doit-oser-nommer-ce-qui-ne-va-pas/>

Dire l'inacceptable n'est ni trahir, ni punir : c'est exercer pleinement sa responsabilité de directeur. Encore faut-il savoir quand, pourquoi et comment le faire. Dans cet épisode, Marie Defrance, experte en management, décrypte les repères juridiques, les enjeux managériaux et les compétences nécessaires pour poser un cadre clair au service de l'enfant et de l'équipe.



Décret sur les micro-crèches : le délai pour se mettre en conformité est prolongé d'un an

Lagazettesdescommunes.com – Club Santé social, 01/04/2026

<https://www.lagazettesdescommunes.com/1031242>

Sous pression, l'exécutif reporte d'un an l'obligation d'avoir au moins un professionnel diplômé dans les micro-crèches. Une décision pragmatique face à la pénurie de personnels qualifiés, mais qui ne résout pas le manque d'attractivité de la filière.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051409641>

Les troubles du neurodéveloppement et la petite enfance / CAVELIER Mathilde

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352

Nous entendons de plus en plus parler des troubles du neurodéveloppement. Les professionnels de la petite enfance font partie des personnes, avec les parents et le pédiatre, pouvant en repérer les premiers signes. Mais quels sont ces troubles ? Comment les détecter ? Partons à leur découverte au travers d'exemples concrets

La VAE, un levier pour répondre au défi du recrutement dans la petite enfance / BLANQUART

Alison

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 31-33

Entre reconnaissance, opportunité et cheminement personnel, la validation des acquis de l'expérience se révèle bien plus qu'un simple moyen de certification. Dans un secteur en tension, elle participe à la valorisation des compétences et permet surtout à chacun de devenir acteur de sa propre évolution en favorisant son pouvoir d'agir.

Travailler avec les enfants en EAJE, c'est travailler avec soi et les autres / SEUBE Agathe

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 26-27

Alors que les crèches font face à une crise du recrutement sans précédent, une question centrale semble émerger : comment penser l'accompagnement des professionnels, souvent peu ou mal formés, qui rejoignent aujourd'hui les établissements d'accueil du jeune enfant ? Si les connaissances relatives au tout-petit, aux règles d'hygiène, à la réglementation ou au travail d'équipe sont fondamentales, elles ne peuvent suffire à garantir une qualité d'accueil. Car accueillir un enfant, c'est bien plus que veiller à sa sécurité ou assurer son hygiène ; c'est entrer en relation avec lui et sa famille, avec ce qu'il vit, ce qu'il sent, ce qu'il exprime, avec nos sens, parfois en silence et sans mots.

L'allaitement maternel en crèche [Dossier] / LACHE Christel

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 7-24

Au sommaire :

- L'allaitement maternel au cœur des pratiques professionnelles
- Comprendre l'allaitement maternel pour mieux l'accompagner
- Allaiter, quoi de plus naturel ? Et pourtant. . .
- Accompagner l'allaitement à la crèche : recueil, conservation et distribution du lait maternel
- Quand allaitement et attachement se rencontrent
- Accueillir l'allaitement maternel en microcrèche : retour d'expérience
- Parents et professionnels : regards croisés sur l'allaitement en EAJE

Quand les neurosciences rencontrent les pratiques éducatives / SIOUANI Lotfi, DERGUINI Said

Mahdi, BOUDJERABA Mohamed

Métiers de la petite enfance, 03/2026, n° 351, p. 34-35

Les apports récents des neurosciences affectives et de la psychologie du développement ont profondément modifié le regard porté sur l'éducation des jeunes enfants. Ils montrent notamment que les premières années sont marquées par une extrême plasticité cérébrale, où chaque interaction humaine joue un rôle déterminant. Comment les professionnels de la petite enfance peuvent-ils intégrer ces données dans leurs pratiques quotidiennes, sans jamais les réduire à des recettes, mais en les envisageant comme des ressources en faveur d'une posture éducative plus ajustée ?



La familiarisation : des bénéfices certains pour la famille, l'enfant et l'institution / TENORE Lucia

Métiers de la petite enfance, 03/2026, n° 351, p. 22-25

La familiarisation est une pratique institutionnelle qui se distingue de l'adaptation par un changement de focale important : les structures sont invitées à considérer la période en question non plus comme un apprentissage de la séparation mais comme une construction de liens entre la famille et l'établissement. Un changement de paradigme au fondement d'une nouvelle façon de procéder de plus en plus plébiscitée.

Accompagner les difficultés alimentaires du tout-petit : regards croisés de professionnelles de terrain / GRABIN Dominique

Métiers de la petite enfance, 03/2026, n° 351, p. 20-21

À travers les témoignages d'Adèle et Carole, assistantes maternelles, cet article explore deux parcours d'enfants confrontés à des troubles de l'alimentation. Il met en lumière les ressources mobilisées, les limites rencontrées et l'importance d'un meilleur accompagnement des professionnelles.

Reconnexion de l'enfant à la nature, un mouvement en marche / NIESSEN Simone

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352, p. 28-30

Alors que pendant des années, les professionnels de la petite enfance ont été, en France, formés à limiter l'accès des enfants à la nature, privilégiant la lutte pour l'hygiène et la sécurité, nous observons ces dernières années un vrai changement des représentations collectives. Les études scientifiques sur le sujet, qui jusqu'alors n'avaient pas passé la frontière, ont été prises en considération, conduisant à des rapports d'études et textes réglementaires en faveur d'une reconnexion des tout-petits à la nature dans les crèches et chez les assistantes maternelles. Ce mouvement apporte une réponse favorable aux besoins des enfants et assure leur santé et leur bien-être. Il est donc important qu'il se poursuive.

Le repas, une histoire personnelle du jeune enfant / CHARRIER Magalie

Métiers de la petite enfance, 03/2026, n° 351, p. 31-33

Le repas est un moment clé en crèche. Il provoque moult réflexions au sein des équipes, allant de l'organisation de ce temps aux questionnements sur le type d'accompagnement à proposer aux enfants pour les rendre acteurs de ce qu'ils vivent en passant par la meilleure manière de réagir face au refus d'un tout-petit. Qu'est-ce qui se joue chez les jeunes enfants lors du repas ? Comment accompagner au mieux chacun d'eux pour être au plus proche de ses besoins et ainsi individualiser au maximum ce moment si important ?

Développement de l'enfant

Grandir auprès d'un parent en souffrance psychique [Dossier]

Ecole des parents (L'), 04/2026, n° 659, p. 25-60

<https://shs.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents>

Il y a un an, le journaliste Nicolas Demorand révélait son combat contre la bipolarité. La parole se libère, évoquer ses difficultés psychiques n'est plus tabou. Mais la question de la parentalité reste dans l'ombre. Alors qu'on estime qu'environ un patient sur trois suivis en psychiatrie est parent, les enfants demeurent les grands oubliés du système médical.

Comment construire sa parentalité lorsque la santé mentale vacille ? Quels troubles peuvent l'entraver et de quelle manière ? Comment mieux accompagner ces enfants, premiers témoins de la souffrance de leur parent, souvent contraints d'endosser un rôle d'aidant et pourtant exclus des dispositifs de soins ? Faut-il leur parler ouvertement de la maladie ? Y a-t-il des risques de transmission de ces troubles ? Autant de questions sensibles que ce dossier propose d'explorer, à travers le regard d'experts internationaux et les témoignages des principaux concernés – parents et enfants –, car il est plus que jamais nécessaire de porter ce sujet sur le devant de la scène !

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/sommairepdf/20260409451804-05_edp659_sommaire_bat-corr_bd_planches.pdf



Fabienne Agnès Levine, psychopédagogue : « Plus un jouet est simple, plus l'enfant peut se l'approprier »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 01/04/2026

<https://www.lesprodelapetiteenfance.fr/article/fabienne-agnes-levine-psychopedagogue-plus-un-jouet-est-simple-plus-lenfant-peut-se-lapproprier/>

Les jouets occupent une place centrale dans le quotidien des jeunes enfants, sans toujours être considérés à leur juste valeur. Dans son ouvrage Guide des jouets à l'usage des professionnelles de la petite enfance (Dunod), sorti le 18 mars, la psychopédagogue Fabienne Agnès Levine propose de mieux penser le choix des jouets et d'en faire de véritables outils au service du développement de l'enfant. Interview.

Les troubles du neurodéveloppement et la petite enfance / CAVELIER Mathilde

Métiers de la petite enfance, 04/2026, n° 352

Nous entendons de plus en plus parler des troubles du neurodéveloppement. Les professionnels de la petite enfance font partie des personnes, avec les parents et le pédiatre, pouvant en repérer les premiers signes. Mais quels sont ces troubles ? Comment les détecter ? Partons à leur découverte au travers d'exemples concrets

Famille

Le Monde Ces jeunes à la rescousse financière des parents

Monde (Le), 15/04/2026, p. 15

https://www.lemonde.fr/campus/article/2026/04/14/je-vis-de-maniere-frugale-pour-que-la-vie-de-mon-pere-soit-plus-simple-ces-jeunes-adultes-qui-viennent-a-la-rescousse-financiere-de-leurs-parents_6679868_4401467.html

Etudiants ou jeunes actifs, ils financent la retraite de leurs parents, paient leurs factures, leur loyer, ou épongent leurs dettes, certains par choix, d'autres subissant de plein fouet cette situation.

Parentalité

 **Violences éducatives ordinaires : "je lui ai donné une gifle et j'ai eu honte" [dossier]** /

PAUGAM Camelia, HENRY Elise, SPADA Emilia

Libération, 17/04/2026, n° 13916, p. 1-5

https://www.liberation.fr/societe/familles/je-lui-ai-donne-une-gifle-et-jai-eu-honte-quand-les-parents-franchissent-la-ligne-rouge-20260416_SGABCGUKUVABZKFTJOEMJYQRGY/

Hurler, rabaisser, pincer, tirer les cheveux . . . Selon la Fondation pour l'enfance, 83 % des parents admettent avoir eu recours au moins une fois à des violences psychologiques ou verbales dans l'année écoulée, et 37 % à des violences physiques.

Les méthodes brutales du quotidien ne sont pas une fatalité. Des outils permettent de les éviter.

Soutien à la parentalité : des politiques publiques à réajuster

Lagazettesdescommunes.com – Club Santé social, 07/04/2026

<https://www.lagazettesdescommunes.com/1031918/soutien-a-la-parentalite-des-politiques-publiques-a-reajuster/>

Face à la dénatalité et à la transformation des modèles familiaux, l'État tente de relancer le soutien à la parentalité, notamment avec la politique des 1 000 premiers jours. Et les collectivités sont appelées à y jouer un rôle clé. Il reste, pour les professionnels, à adapter leurs actions et à résoudre certaines injonctions contradictoires.



Périnatalité



Webinaire - "Sécurisation du retour à domicile après la naissance : prévenir la mort inattendue du nourrisson et le syndrome du bébé secoué" - [Replay],
05/03/2026

<https://www.reseaperinatmed.fr/Webinaire-Securisation-retour-domicile-apres-naissance-Prevenir-Mort-Inattendue-Nourrisson-Syndrome-Bebe-Secoue,4238.html>

Replay du webinaire organisé le 5 mars 2026 par le Réseau de périnatalité méditerranéen

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Évaluer la coordination territoriale dans les accompagnements

Haute autorité de santé, 03/2026, 17 p.

https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2026-04/dir1/fiche_pratique_-_evaluer_la_coordination_territoriale_dans_les_accompagnements_mars_2024.pdf

Cette fiche vise à clarifier ce qu'implique cette transformation de l'offre et à guider les acteurs (organismes évaluateurs et acteurs de terrain) dans la lecture du référentiel afin de mesurer la qualité de la coordination des parcours des personnes accompagnées

La Haute Autorité de santé veut faire évoluer l'évaluation de la qualité médico-sociale

Hospimedia, 15/04/2026

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20260415-qualite-la-haute-autorite-de-sante-veut-faire>

Le troisième bilan de l'évaluation de la qualité des ESSMS montre des divergences entre structures. Pour autant, la HAS défend la démarche pour l'amélioration continue de la qualité. Les bons scores obtenus en matière de respect des droits des personnes accompagnées sont encourageants mais l'heure de la refonte du dispositif a sonné.

Droit de visite en ESMS : la DGCS précise les obligations des établissements

Média social (Le), 02/04/2026

Deux ans après la reconnaissance du droit de visite dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) du champ de l'autonomie, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en précise les modalités d'application et rappelle que son non-respect peut donner lieu à des recours.

<https://bulletins-officiels.social.gouv.fr/instruction-ndeg-dgcssd2asd3asd3bsd4c202645-du-1er-avril-2026-relative-au-droit-de-recevoir-des-visites-en-etablissements-sociaux-et-medico-sociaux-esms-du-champ-de-lautonomie>



Objectif : zéro contention

Journée à destination des professionnels du secteur médico-social - 11 mars 2026, Creai Pays de la Loire, 11/03/2026, 51 p.

<https://www.creai-pdl.fr/wp-content/uploads/livable-zero-contention-2.pdf>

Le 11 mars dernier, le CREA Pays de la Loire, avec le soutien de l'Agence régionale de Santé Pays de la Loire, réunissait les acteurs du secteur médico-social autour d'un objectif commun :
- Soutenir une dynamique de réflexion et d'évolution des pratiques autour de la limitation du recours à la contention.

Le livrable de cette journée est désormais disponible : apports juridiques et éthiques, recommandations de la HAS, retours d'expériences, ateliers thématiques et pistes concrètes pour faire évoluer les pratiques avec les personnes accompagnées et leurs proches.



IMMIGRATION



Régularisation des sans-papiers « Voir un excellent ouvrier expulsé, c'est du gâchis pour tous »

Libération, 22/04/2026, p. 2-4

<https://www.liberation.fr/economie/social/regularisation-des-sal>

Plus d'un an après le durcissement des conditions de régularisation des travailleurs immigrés avec la « circulaire Retailleau », les organisations patronales pestent contre ce tour de vis. D'autant que les besoins en main-d'œuvre, notamment dans la restauration ou l'aide à la personne, restent élevés selon une étude de France Travail publiée mardi 21 avril.

« L'immigration n'est pas un sujet d'inquiétude pour la population espagnole »

France terre d'asile, 15/04/2026

<https://www.vuesdeurope.eu/limmigration-nest-pas-un-sujet-dinquiétude-pour-la-population-espagnole/>

Longtemps pays d'émigration, l'Espagne est devenue en quelques décennies l'une des principales terres d'immigration de l'Union européenne, ainsi qu'un point d'entrée majeur dans l'espace Schengen. À rebours d'une tendance européenne marquée par le durcissement des politiques de régularisation, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a fait de l'immigration un levier central de croissance économique et démographique pour le pays. Un rapport du think tank Terra Nova, publié en août 2025, analyse cette « exception espagnole ». Dans cet entretien, Tania Racho, chercheuse en droit européen et co-autrice de cette étude avec Antoine de Clerck, revient sur les forces, les limites et les enseignements à tirer du modèle espagnol en matière d'immigration.

Intégration des étrangers primo-arrivants : les nouvelles priorités du gouvernement en lien avec les collectivités

Maire-info.com, 15/04/2026

<https://www.maire-info.com/immigration/integration-etrangers-primo-arrivants-les-nouvelles-priorites-du-gouvernement-en-lien-avec-les-collectivites-article-30691>

Dans un contexte d'engorgement des préfectures pour renouveler les permis de séjour des étrangers, le ministre de l'Intérieur demande de continuer à créer de nouveaux contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI). Des contrats qui lient les préfectures et les collectivités volontaires pour mener des actions d'intégration.

<https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45657>



El Mouhoub Mouhoub : "On rend l'immigration responsable de problèmes liés au rejet de la mondialisation"

Monde (Le), 07/04/2026, p. 19

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/27/el-mouhoub-mouhoub-economiste-on-rend-l-immigration-responsable-de-problemes-lies-au-rejet-de-la-mondialisation_6674679_3210.html

Régularisations massives dans le sud de l'Europe, immigration encadrée selon le marché de l'emploi dans le Nord, ou fermeture japonaise. L'économiste décrypte, dans un entretien au « Monde », les modèles migratoires mondiaux et leurs paradoxes économiques.




Refuser de diviser le peuple français en racisés et non racisés n'est pas nier l'existence du racisme / BEAUD Stephane, NOIRIEL Gerard

Monde (Le), 03/04/2026

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/02/refuser-de-diviser-le-peuple-francais-entre-les-racises-et-les-non-racises-n-est-pas-nier-l-existence-du-racisme_6676081_3232.html

Dans une tribune au « Monde », le sociologue Stéphane Beaud et l'historien Gérard Noiriel analysent les raisons pour lesquelles des personnes victimes de racisme – comme le nouveau maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko – rejettent le qualificatif de « racisé ».



 **Pascal Blanchard : l'immigration, film catastrophe ou feel good movie ? Personnage principal S01E16 - Radio Nova**, 02/04/2026, 32.47 mn
<https://youtu.be/hUfofTvGkU?si=UOzv3IZftNync3LH>

Bienvenue dans Personnage Principal, où l'on se sert de la fiction pour essayer d'expliquer la réalité, parce qu'on trouve que la réalité a dépassé la fiction.

Aujourd'hui, on reçoit Pascal Blanchard, historien et grand spécialiste de l'immigration et de la colonisation. Avec cet expert, qui a la mémoire dans la peau, on s'interroge sur l'importance du "flashback" pour mieux comprendre notre société et surtout contrer le récit raciste et xénophobe de l'extrême-droite, omniprésent sur les plateaux téléés.

Droit d'asile : des recours en hausse en 2025

Vie publique, 26/03/2026

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/302582-droit-dasile-des-recours-en-hausse-en-2025>

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) a connu une activité soutenue en 2025. Le nombre de recours est en augmentation de 6% par rapport à 2024 avec 60 065 recours enregistrés en 2025. La Cour a accordé une protection à 23% des demandeurs d'asile en 2025, les trois pays ayant le plus fort taux de protection étant le Soudan, Haïti et l'Iran.

Documentaire : « Une classe à soi, apprendre le français pour écrire son avenir »

France terre d'asile, 20/03/2026, 17.44 mn

<https://youtu.be/zHvVgHiTvg?si=znD1M9bedNYDvnll>

Aya, Bsrat, Zakia, Manuel, Awa, Madame Camara et Aïssatou suivent les cours de français proposés dans le cadre de notre programme AMAL, dédié à la protection et à l'autonomisation des femmes exilées. Chacune a son histoire, son parcours et ses espoirs. Mais toutes partagent un même objectif : apprendre le français pour trouver leur place, être plus autonomes et construire leur avenir en France.

Au-delà des histoires individuelles, ce film met aussi en lumière l'importance de soutenir des cours de langue adaptés aux femmes exilées, en prenant en compte leurs besoins spécifiques et les obstacles particuliers auxquels elles font face.

Un documentaire de France terre d'asile réalisé par Komune Media.

Dès la salle d'attente, la relation interprète-patient et le contre-transfert culturel de l'interprète / MESTRE Claire, KIRAKOSYAN Voskan, DUCOUSSO LACAZE Alain

Autre (L'), 2026, p. 47-56

<https://shs.cairn.info/revue-lautre-2026-1-page-47>

La présence de l'interprète dans les consultations de soins implique de lui faire une place pour prendre en charge et accompagner un patient migrant qui ne parle pas ou peu le français. De fait, l'interprète est non seulement pris dans la traduction d'une langue à l'autre, mais il est également traversé par des mouvements psychiques qui peuvent mettre en péril ses capacités affectives et intellectuelles. Dans ce travail, nous proposons une analyse du contre-transfert chez l'interprète comme un enjeu de la relation triadique patient-interprète-professionnel. Cette analyse met en exergue une tension entre l'identité métissée de l'interprète qui est questionnée par la rencontre clinique et qui lui permet de se considérer comme un sujet pluriel. Cette analyse permet aussi de mieux comprendre les enjeux de l'interprétariat.





Chasse aux précaires dans le Finistère - Les Pieds sur terre [Podcast]

France culture, 21/04/2026, 31 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/chasse-aux-precaires-dans-le-finistere-7328655>

Dans le Finistère, Cécile et Morgan touchent le RSA. Depuis la mise en place du "Grand Plan RSA" au sein de leur département, elles subissent des contrôles répétés, des demandes sans fin de justificatifs et la menace permanente de radiation. Elles racontent leur parcours du combattant.



Synthèse d'étude - IAE et Territoires Zéro Chômeur : vers une alliance indispensable contre le chômage de longue durée ? Constats, tensions et perspectives à partir d'une étude de cas dans la Nièvre, Federationsolidarite.org, 04/2026, 13 p.

<https://www.federationsolidarite.org/actualites/iae-et-territoires-zero-chomeur-vers-une-alliance-indispensable-contre-le-chomage-de-longue-duree/>

Le chômage de longue durée est un défi structurel persistant qui exige des réponses innovantes et coordonnées. Si l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) et l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) partagent le même horizon (le droit à l'emploi pour tous), leur articulation sur le terrain soulève encore de nombreuses interrogations. La Fédération des Acteurs de la Solidarité Bourgogne-Franche-Comté publie aujourd'hui une synthèse d'étude, basée sur une analyse menée dans la Nièvre.

Le médiateur de France travail pointe les difficultés des bénéficiaires du RSA

Média social (Le), 31/03/2026

Dans son rapport annuel 2025, le médiateur de France travail déplore une "orientation laborieuse" des bénéficiaires du RSA et des "circuits de contestation des sanctions" qui restent "flous", à l'image de la complexité du dispositif.

<https://www.francetravail.org/files/live/sites/peorg/files/documents/Publications/Le%20Rapport%202025%20du%20M%C3%A9diateur%20national%20de%20France%20Travail.pdf>



Retour d'expérience d'une recherche-action collective - La participation au sein du réseau des missions locales

Institut Bertrand Schwartz, 2026, 76 p.

<https://www.unml.info/actualites/nos-actualites/clap-de-fin-dune-recherche-action-collective-sur-la-participation-en-mission-locale/>

Lors de l'Assemblée Générale de l'Union nationale des Missions Locales de 2022, l'Institut Bertrand Schwartz organise un débat entre jeunes et élu·es autour d'une interrogation : « Comment associer les jeunes à la vie des structures et du réseau ? ». À l'issue de cette AG, a été décidé le lancement d'une recherche-action collective : « La participation en Mission Locale. Quel partage des responsabilités ? Quelles échelles et quels enjeux sociétaux ? Et comment la mettre en mouvement ? »

Cette démarche réalisée en étroite collaboration avec le réseau des Missions Locales a permis de définir une posture commune, une méthodologie et a fait émerger de nombreuses productions inspirantes et/ou reproductibles.

Voici le livrable de cette démarche.



JEUNES

Le Monde Ces jeunes à la rescousse financière des parents

Monde (Le), 15/04/2026, p. 15

https://www.lemonde.fr/campus/article/2026/04/14/je-vis-de-maniere-frugale-pour-que-la-vie-de-mon-pere-soit-plus-simple-ces-jeunes-adultes-qui-viennent-a-la-rescousse-financiere-de-leurs-parents_6679868_4401467.html

Etudiants ou jeunes actifs, ils financent la retraite de leurs parents, paient leurs factures, leur loyer, ou épargnent leurs dettes, certains par choix, d'autres subissant de plein fouet cette situation.

THE CONVERSATION **Les adolescentes, plus insatisfaites de leur corps que les garçons : ce que révèle une étude sur 300 000 données** / NAPP Clotilde

TheConversation.com, 05/04/2026

<https://theconversation.com/les-adolescentes-plus-insatisfaites-de-leur-corps-que-les-garcons-ce-que-revele-une-etude-sur-300-000-donnees-279570>

Les adolescentes sont significativement plus insatisfaites de leur corps que leurs homologues masculins. C'est ce que nous montrons dans une étude portant sur près de 300 000 adolescents dans 41 pays, publiée en mars 2026 dans la revue PLOS One. Cette plus grande insatisfaction corporelle est observée de façon quasiment systématique, quel que soit le pays d'origine, l'indice de masse corporelle, le milieu socioéconomique, la performance académique ou l'âge des adolescents.

LOGEMENT

Se loger dans les Outre-mer : « La situation s'aggrave à La Réunion et dans tous les territoires ultramarins » alerte la Fondation pour le logement dans une interview exclusive

Outremers360.com, 22/04/2026

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-1-5-se-loger-dans-les-outre-mer-la-situation-saggrave-a-la-reunion-et-dans-tous-les-territoires-ultramarins-alerte-la-fondation-pour-le-logement-dans-une-interview-exclusive>

La Fondation pour le logement (anciennement Abbé Pierre) dévoile ce matin un tout nouveau rapport sur la situation du logement à La Réunion. Pour Outremers360, Mathieu Hoarau, le directeur de l'agence régionale de La Réunion décrypte en exclusivité la situation sur l'île, où la situation s'aggrave avec plus de 150 000 personnes en situation de mal logement. À un an de la présidentielle, la Fondation pour le logement avance des pistes pour lutter contre l'habitat indigne et construire davantage de logements sociaux. Premier volet de notre dossier consacré au logement dans les Outre-mer.

<https://www.fondationpourlelogement.fr/mal-logement-a-la-reunion-les-grands-renoncements-des-pouvoirs-publics/>

L'habitat indigne, l'éternel retour

FORS - recherche sociale, 10/2024, n° 252, 137 p

Au sommaire :

- L'habitat indigne : l'éternel retour - Encore et toujours de l'habitat indigne en France
- Partie 1 - La production de l'habitat indigne, un processus qui se renouvelle en permanence
- Partie 2 - Vivre en habitat indigne et pouvoir en sortir
- Partie 3 - Politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne : les raisons d'un bilan en demi-teinte
- Conclusion



Le droit au logement opposable, une coquille vide ?

Lagazettedescommunes.com, 10/04/2026

[https://www.lagazettedescommunes.com/1032279/le-droit-au-logement-opposable-une-coquille-
vide/?abo=1](https://www.lagazettedescommunes.com/1032279/le-droit-au-logement-opposable-une-coquille-vide/?abo=1)

Quasiment vingt ans après son adoption, le droit au logement opposable a disparu des discours ministériels. S'il a été une avancée essentielle qui a fait bouger les politiques publiques, sa mise en œuvre reste un combat pour les mal-logés.

PAUVRETÉ - LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

Précarité : 13,5% de la population en situation de privation matérielle et sociale en 2025

Vie-publique.fr, 16/04/2026

[https://www.vie-publique.fr/en-bref/302848-9-millions-de-personnes-en-situation-de-privation-
materielle-et-sociale?](https://www.vie-publique.fr/en-bref/302848-9-millions-de-personnes-en-situation-de-privation-materielle-et-sociale?)

Chauffer son logement, s'acheter des vêtements neufs, payer à temps ses factures, gérer une dépense imprévue de 1 000 euros... en France, début 2025, neuf millions de personnes ne peuvent pas financer des dépenses de la vie courante. Avec 2023, l'année 2025 est celle où la proportion de personnes en difficulté est la plus élevée depuis 2013.

 **Webinaire - Présentation du site "Quartiers et transitions justes" [replay]**, 07/04/2026, 39.35 mn

<https://youtu.be/F9a4s8Eqpt4?si=LRfuNhviSSJv9755>

L'outil du Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) repère facilement les points de convergence entre transition écologique, justice sociale et actions de terrain et y ajoute des contenus, définitions, ressources et bonnes pratiques !

Découvrez par ce webinaire du GT Transitions, Groupe de travail du Réseau national des centres de ressources politique de la ville, comment l'utiliser pour sensibiliser vos partenaires sur ces questions ou organiser des réunions d'intelligence collective avec vos partenaires grâce à notre webinaire de présentation.

Pour une nouvelle compréhension de la pauvreté / SEZE Benjamin

Etudes, 06/04/2026, n° 4, p. 31-41

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2026-4-page-31>

Qu'est-ce qu'être pauvre en France aujourd'hui ? Le taux de pauvreté rend-il compte de la réalité de la situation ? De nombreux acteurs, chercheurs et organisations, spécialistes du sujet, remettent en question la prépondérance dans le débat public de cet indicateur uniquement fondé sur le revenu des foyers. Ils jugent essentiel pour comprendre la pauvreté de considérer non seulement les frais supportés par les ménages, mais également ses dimensions impalpables, comme l'isolement.

Quand la solitude pèse sur le plaisir de manger

Consommation et modes de vie, 04/2026, n° 356, 4 p.

<https://www.credoc.fr/publications/quand-la-solitude-pese-sur-le-plaisir-de-manger>

Bien vieillir, ce n'est pas seulement vivre plus longtemps, c'est aussi conserver son autonomie le plus longtemps possible. Une mauvaise alimentation peut aggraver les fragilités qui accompagnent le vieillissement. Par exemple, sauter un repas, se nourrir d'un seul plat, ou s'alimenter de manière déséquilibrée augmentent le risque de dénutrition pouvant conduire à une perte de masse musculaire, une baisse de l'immunité et une perte d'énergie au quotidien. Pour mieux comprendre ces enjeux, le CRÉDOC a mené une recherche portant sur l'alimentation des seniors.



Le Monde Services publics locaux : la Cour des comptes appelle les collectivités à serrer la vis sur la tarification sociale

Lemonde.fr, 14/04/2026

https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/14/services-publics-locaux-la-cour-des-comptes-appelle-les-collectivites-a-serrer-la-vis-sur-la-tarification-sociale_6679897_823448.html

Les modalités de tarification sociale pouvant être instituées par les collectivités pour certains de leurs services publics locaux sont « inégalement équitables et coûteuses », soulignent les juges de la Rue Cambon dans un rapport, publié mardi 14 avril.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2026-04/20260414-Tarification-des-services-publics-locaux.pdf>

Accès aux droits

Services publics : la Défenseure des droits alerte sur la « dégradation significative » de l'accès aux droits - Rapport 2026

Maire-info.com, 10/04/2026

<https://www.maire-info.com/services-publics/services-publics-la-defenseure-droits-alerte-sur-la-degradation-significative-acces-aux-droits-article-30680>

L'institution indépendante constate une « érosion très préoccupante » du lien entre usagers et services publics et pointe une nouvelle fois la dématérialisation. En 2025, la hausse des réclamations a été particulièrement marquée dans les services publics où « les difficultés s'intensifient ».

<https://www.defenseurdesdroits.fr/la-defenseure-des-droits-publie-son-rapport-annuel-pour-lannee-2025-1108>

<https://www.defenseurdesdroits.fr/rapport-administration-numerique-pour-les-etrangers-en-france-anef-2024>

Accès aux soins



Observatoire des refus de soins : les premiers résultats confirment des obstacles persistants dans l'accès à la santé, 05/03/2026

<https://www.federationsolidarite.org/actualites/observatoire-des-refus-de-soins-les-premiers-resultats-confirment-des-obstacles-persistants-dans-lacces-a-la-sante/>

La FAS publie les premiers résultats de son Observatoire des refus de soins, réactualisé en octobre 2025. L'objectif : rendre visible un phénomène encore trop peu documenté, qui touche de nombreuses personnes en situation de précarité.

En 2023, les personnes sous le seuil de pauvreté restent bien plus souvent sans complémentaire santé que les autres

DREES - dossiers, 01/04/2026, n° 137, 22 p.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/les-dossiers-de-la-drees/260401_DD_compl%C3%A9mentaire_sant%C3%A9

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie une étude consacrée à la couverture de la population par une complémentaire santé. La France dispose d'un système d'assurance de maladie mixte combinant assurance maladie obligatoire (AMO), publique et universelle, et assurance maladie complémentaire (AMC). L'AMO prend en charge l'essentiel des dépenses de santé, selon un panier et des niveaux de remboursement définis par l'État. L'AMC complète ces remboursements en couvrant les restes à charge ainsi que certaines prestations non financées par l'AMO.



Précarité alimentaire

L'accès universel à une alimentation de qualité : un levier de repolitisation et un vecteur de sens pour le travail social / HUDBERT Mathias, PATRUEL Dominique, TETE Emeline

En bref, 04/2026, n° 9, 4 p.

<https://www.chaireunesco-adm.com/No9-L-acces-universel-a-une-alimentation-de-qualite-un-levier-de-repolitisation>

Le travail social traverse une crise de sens. Guidées par des procédures et objectifs largement quantitatifs, les professionnelles sont contraintes de travailler dans l'urgence, sans moyens d'action sur les causes structurelles des difficultés rencontrées par les publics accompagnés.

L'alimentation, au cœur des inégalités sociales, reste un sujet marginal dans les référentiels du secteur. Elle est abordée principalement sous l'angle sanitaire ou comme un objet d'accompagnement à la gestion budgétaire, rarement comme un enjeu de droits et de justice sociale.

Quotidienne, universelle et relationnelle, l'alimentation offre pourtant une opportunité de redonner du sens aux pratiques professionnelles et dépasser une logique d'assistance pour encourager le pouvoir d'agir collectif, renouant ainsi avec la mission émancipatrice du travail social.

Précarité énergétique



Accompagner la lutte contre la précarité énergétique dans le logement [Bibliographie] / RESEAU DES DOCUMENTALISTES, CNFPT, 04/2026

<https://padlet.com/berangereguillet/webinaire-accompagner-la-lutte-contre-la-pr-carit-nerg-tique-716c8t7l3la4tv2>

Mise à jour : 04/2026 - Ressource documentaire créée à l'occasion du webinaire ""Accompagner la lutte contre la précarité énergétique dans le logement"" organisé le 25 janvier 2024 par le service de spécialités inclusion sociale de l'INSET d'Angers

Qui sont les ménages concernés et comment reconnaître une situation de précarité énergétique ? Quels dispositifs existent localement pour apporter des solutions adaptées aux situations rencontrées, avec quels partenaires ? Comment coordonner les diverses approches et intervenants locaux pour accompagner au mieux les ménages (présentation du programme Slime) ?

PERSONNES ÂGÉES



« Silly little hat », 2026, 3.31 mn

https://www.tiktok.com/@batt.maillie/video/7623394408133709078?is_from_webapp=1&sender_device=pc

"On a tendance à devenir invisible en vieillissant" : pour beaucoup de femmes, vieillir ne change pas seulement leur apparence, mais aussi le regard que le monde porte sur elles, voire les ignore complètement.

Voici un court-métrage « Silly little hat », plein d'humour de @batt.maillie (via Instagram), avril 2026.

Hold-up sur les vieux / DELLEUR Laurence

Arte, 2022, 91 mn

<https://www.arte.tv/fr/videos/111765-000-A/hold-up-sur-les-vieux/>

Dans une Europe dont le vieillissement s'accélère, la prise en charge des personnes âgées constitue une manne pour le secteur privé. Cette enquête édifiante à travers cinq pays sur les dérives d'un système vorace interroge aussi le regard que nos sociétés portent sur les plus âgés.

Disponible jusqu'au 14/07/2026



A Dunkerque, les ateliers code de la route senior font le plein, 20/04/2026

<https://www.agevillage.com/actualites/a-dunkerque-les-ateliers-code-de-la-route-senior-font-le-plein>

La question de la conduite des seniors revient régulièrement sur le devant de la scène, et pourrait prochainement être encadrée en France. A Dunkerque, dans le Nord, les âgés n'ont pas attendu que le gouvernement tranche, et ont participé à la mise en place d'ateliers code de la route qui font le plein. Une bonne idée saluée d'un prix Ville amie des aînés en 2025.

Service public départemental de l'autonomie : quelle place pour l'IA ? / GAUTHEROT Jean-Luc Média social (Le), 19/04/2026

Dans cette nouvelle chronique*, Jean-Luc Gautherot, ingénieur social, interroge la place croissante de l'intelligence artificielle (IA) dans le déploiement du service public départemental de l'autonomie (SPDA). Entre promesses d'efficacité et enjeux éthiques, l'automatisation des missions d'accueil et d'instruction soulève des questions majeures.

Le Monde Les collectivités en difficulté face au vieillissement

Monde (Le), 18/04/2026, p. 14

https://www.lemonde.fr/sante/article/2026/04/17/pris-dans-un-etau-budgetaire-les-departements-en-difficulte-face-au-vieillissement-de-la-population_6680856_1651302.html

Un rapport de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France évalue la gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie par le département du Pas-de-Calais, illustrant les difficultés de ces collectivités locales face aux nécessités d'économie.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/evaluation-de-lallocation-personnalisee-dautonomie-domicile-apa-dans-le-pas-de-calais>

"Faire de l'adaptation des territoires au vieillissement une priorité" : les 10 leviers dont disposent les maires

Localtis.info, 18/03/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/fair>

France Silver Eco, avec six associations d'élus et le Réseau francophone des villes amies des aînés, s'est récemment adressée aux futurs maires et présidents d'intercommunalité pour les inviter à agir en faveur de l'adaptation de leur territoire au vieillissement de la population. Logement, lutte contre l'isolement, vie sociale et citoyenneté, aménagements urbains, mobilités... Alors que les communes seront de plus en plus interpellées par leurs habitants à ce sujet, les leviers d'action sont concrets et mobilisent l'ensemble des délégations.

Camille Galliard-Minier présente une feuille de route axée sur l'autodétermination

Hospimedia, 16/04/2026

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20260416-politique-de-sante-camille-galliard-minier-presente-une?>

Huit thématiques pour un seul cap. C'est ce qui compose la feuille de route de Camille Galliard-Minier, auditionnée par le Sénat. S'inscrivant dans la continuité de sa prédécesseure sur plusieurs mesures, elle annonce toutefois reprendre à zéro les bases du futur plan Grand âge qui attendra 2027 et relance la conférence nationale de l'autonomie.

<https://www.youtube.com/watch?v=0kwKtL4R1JU>

Les viagers, une solution d'avenir pour financer la perte d'autonomie ? Une note de Matières Grises, 04/2026, 20 p.

https://matieres-grises.fr/nos_publication/monetisation-patrimoine-part1/

La question de la monétisation du patrimoine (par le Viager) ne relève pas uniquement d'un enjeu financier ou immobilier, mais constitue pour Matières Grises un véritable sujet de politique publique face au vieillissement de la population et aux tensions croissantes sur les systèmes de santé et de solidarité.



Paul Christophe, nouveau président de la CNSA, veut "poursuivre le dialogue avec les départements" pour davantage d'équité entre les territoires

Localtis.info, 15/04/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/paul-christophe-nouveau-president-de-la-cnsa-veut-poursuivre-le-dialogue-avec-les-departements-pour>

Alors que le Conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) s'apprête à démarrer ses travaux en vue de la signature de la prochaine convention d'objectifs et de gestion (COG) avec l'État, son nouveau président Paul Christophe a insisté, ce 15 avril 2026 devant la presse, sur l'impératif d'équité territoriale, de transparence et de bonne utilisation des deniers publics en matière de soutien à l'autonomie. Une manière d'annoncer un dialogue exigeant avec les départements, mais aussi avec l'État puisque Paul Christophe estime que des moyens supplémentaires vont devoir être dégagés pour répondre pleinement aux besoins induits par le vieillissement de la population et éviter, grâce à la prévention et à des prises en charge adaptées, des dépenses de santé bien supérieures.



Bien vieillir chez soi - Tour de table [Podcast], 31/03/2026, 48.20 mn

<https://feeds.acast.com/public/shows/tour-de-table>

Vieillessement : comment passer de l'intention à l'action ?

Permettre aux habitants de bien vieillir chez eux est une priorité partagée, mais aussi un défi très concret en Ille-et-Vilaine.


Aide à domicile, adaptation de l'habitat, soutien aux aidants, prévention de l'isolement : ces leviers doivent être pensés ensemble et en coopération pour construire des réponses efficaces et durables.

Dans ce nouvel épisode de Tour de table, le Département d'Ille-et-Vilaine croise trois regards :

- Armelle Billard, vice-présidente déléguée aux personnes âgées et au handicap
- Rozenn Geffroy, responsable du service d'aide et d'accompagnement à domicile du CCAS de Rennes
- Gérard Gautron, aidant

Un échange ancré dans le réel, pour éclairer les pratiques et nourrir les coopérations entre acteurs.

Ehpad

 **"Vos préjugés ne sont pas les nôtres", 2023, 5.54 mn**

<https://youtu.be/q4Y-LnGCd40?si=L8EJl1k0Gj0W9UZu>

Une vidéo tournée par les professionnels et les résidents de la maison de retraite médicalisée Jacques Bonvoisin à Dieppe pour combattre les idées reçues et les méfaits de l'âgisme.

 **Décryptage – EHPAD : parler de la mort sans tabou, 07/04/2026**

<https://youtu.be/vynNT4YAdII?si=xqOQ2Ym15JdE00c->

Dans nos sociétés occidentales, la mort s'est peu à peu effacée de l'espace social. Cette mise à distance a transformé notre rapport à la mort : elle n'est plus perçue comme une étape naturelle de la vie, mais comme une rupture, presque une anomalie, dont découlent des peurs, parfois même des tabous.

Mais lorsqu'on crée les conditions d'un échange bienveillant, les personnes accompagnées expriment une véritable envie de parler de la mort.

C'est dans ce contexte qu'à l'EHPAD du Bon Air de Marles-les-Mines, un questionnaire sur les dernières volontés a été mis en place.

Un outil simple qui propose de redonner une place à la parole autour de la fin de vie, non pas sous un angle médical, mais à travers des choix personnels, concrets, et parfois même intimes.



En 2024, un écart moyen de 1 000 euros par mois entre les chambres habilitées à l'aide sociale en EHPAD et les autres

CNSA / Repères statistiques, n° 27, 02/04/2026, n° 27, 19 p.

<https://www.cnsa.fr/publications/rs-ndeg-27en-2024-un-ecart-moyen-de-1-000-euros-par-mois-entre-les-chambres-habilitees>

En 2024, malgré une inflation limitée à 2 %, les prix de l'hébergement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) continuent d'augmenter (+4,0 %), mais moins qu'en 2023 (+4,4 %). Le prix moyen est de 66 euros par jour pour les chambres habilitées à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) et de 98,25 euros pour les chambres non-ASH.

Droit de visite en ESMS : la DGCS précise les obligations des établissements

Média social (Le), 02/04/2026

Deux ans après la reconnaissance du droit de visite dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) du champ de l'autonomie, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en précise les modalités d'application et rappelle que son non-respect peut donner lieu à des recours.

<https://bulletins-officiels.social.gouv.fr/instruction-ndeg-dgcssd2asd3asd3bsd4c202645-du-1er-avril-2026-relative-au-droit-de-recevoir-des-visites-en-etablissements-sociaux-et-medico-sociaux-esms-du-champ-de-lautonomie>



Objectif : zéro contention

Journée à destination des professionnels du secteur médico-social - 11 mars 2026, Creai Pays de la Loire, 11/03/2026, 51 p.

<https://www.creai-pdl.fr/wp-content/uploads/livvable-zero-contention-2.pdf>

Le 11 mars dernier, le CREA Pays de la Loire, avec le soutien de l'Agence régionale de Santé Pays de la Loire, réunissait les acteurs du secteur médico-social autour d'un objectif commun :
- Soutenir une dynamique de réflexion et d'évolution des pratiques autour de la limitation du recours à la contention.

Le livrable de cette journée est désormais disponible : apports juridiques et éthiques, recommandations de la HAS, retours d'expériences, ateliers thématiques et pistes concrètes pour faire évoluer les pratiques avec les personnes accompagnées et leurs proches.

L'ancrage de la méthode Montessori en Ehpads implique des efforts sur le long terme

Hospimedia, 21/04/2026

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20260421-qualite-l-ancrage-de-la-methode-montessori-en>

La fondation Partage et vie déploie la méthode Montessori dans ses Ehpads et a fait le choix d'une étude pour valider scientifiquement les apports de ce programme global centré sur la personne. Les résultats à dix-huit mois ont été présentés ce 20 avril. Ils montrent le besoin de soutenir l'implémentation de la méthode pour en assurer les bienfaits.

Les soignants travaillant en unité protégée en Ehpads sous-estiment-ils leur exposition aux manifestations sexuelles des résidents déments ? / COVOLO Manon

Revue de gériatrie, 02/2026, n° 51, p. 69-95

Cette étude quantitative, transversale et multicentrique s'intéresse à l'exposition des soignants aux manifestations sexuelles des résidents atteints de troubles neurocognitifs majeurs vivant en unité protégée en Ehpads. Sur une période de 12 semaines, des questionnaires hebdomadaires ont été envoyés à 48 soignants de différentes professions exerçant dans plusieurs établissements. L'objectif était d'évaluer la fréquence réelle de leur exposition à ces manifestations, et de la comparer à leur perception initiale, afin de déterminer s'ils sous-estiment cette réalité dans leur quotidien professionnel.

Résultats : Les résultats révèlent une sous-estimation significative de l'exposition perçue par rapport à la réalité : 1,86 manifestations par semaine en perception initiale contre 9,43 manifestations effectivement rapportées ($p < 0,001$). Ces résultats soulignent l'importance de sensibiliser et de mieux accompagner les soignants face à ces situations encore taboues.



Fin de vie

Quand la mort s'approche : le vécu de la fin de vie par les personnes vieillissantes, les proches et les soignants

Recherche sur le vieillissement, 03/2026, n° 31

https://www.ilvv.fr/sites/default/files/lettre-info/Lettre_Information31_ILVV_Mars_2026.pdf

Souvent, la mort et la vieillesse sont rapprochées dans les représentations, les discours et les pratiques. Il est indéniable que les décès surviennent dorénavant en très grande majorité après 75 ans en France. Mais, il est aussi indéniable que le nombre de personnes âgées augmente, de même que leur espérance de vie : aussi le nombre croissant d'années vécues aux grands âges, que ce soit en bonne ou en mauvaise santé, oblige à déconstruire et à repenser la proximité entre la vieillesse et la mort. De fait, médicalement, les dernières années de vie sont des expériences d'autant plus variables que même en se limitant aux plus âgés, elles commencent à différents âges, sont vécues avec plus ou moins de maladies, sont plus ou moins invalidantes, s'inscrivent dans toutes sortes de contextes sociaux et familiaux, se passent à domicile ou en établissement, etc. Dès lors, la représentation de la mort dans la vieillesse doit être élargie à l'analyse de la diversité des circonstances des fins de vie, telles qu'elles sont vécues ou pensées, du point de vue des personnes âgées et de celui des proches et professionnels qui les entourent. Comme un pas de côté par rapport aux débats sur les prises en charge au seuil de la mort, les travaux présentés dans ce numéro de la Lettre d'info donnent à réfléchir à ce que produisent les représentations sociales de la vieillesse et de la fin de vie. Ils montrent que la référence à des « situations moyennes » observées dans la population âgée contribue à invisibiliser tout à la fois les conditions de vie et les besoins des personnes encore loin de la mort ou de celles qui en sont proches : en termes socioéconomiques, de soins et d'accompagnement, mais plus largement sur ce qui permet à chacun de se projeter dans le futur, y compris dans le cheminement vers la mort.

Lien social

THE CONVERSATION Personnes âgées : contre l'isolement et la « mort sociale », des politiques publiques à réinventer ? / ARGOUUD Dominique

TheConversation.com, 19/04/2026

<https://theconversation.com/personnes-agees-contre-lisolement-et-la-mort-sociale-des-politiques-publiques-a-reinventer-279938>

Si la lutte contre l'isolement des personnes âgées est aujourd'hui affichée comme une priorité publique, sa mise en œuvre est complexe. Elle suppose de dépasser une appréciation trop binaire de situations, où l'insertion sociale se résumerait à une quantification de contacts, et de considérer des enjeux bien plus larges de précarité et d'aménagement du territoire. Explications.

Santé

Bien-vieillir : un appel à mobiliser tous les acteurs sur la prévention

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 15/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032794>

Le 9 avril 2026, des intervenants de tous bords ont débattu des leviers pour accélérer le virage préventif, lors d'un grand raout de la Caisse des dépôts, « Trajectoire santé et grand âge ». Avec une conviction partagée : la coopération entre les pouvoirs publics, de l'État aux départements, et les acteurs privés, est essentielle.

<https://www.banquedesterritoires.fr/sante-grand-age-la-caisse-des-depots-mobilise-des-moyens-et-des-partenaires-pour-dessiner-une>



Quand la solitude pèse sur le plaisir de manger

Consommation et modes de vie, 04/2026, n° 356, 4 p.

<https://www.credoc.fr/publications/quand-la-solitude-pese-sur-le-plaisir-de-manger>

Bien vieillir, ce n'est pas seulement vivre plus longtemps, c'est aussi conserver son autonomie le plus longtemps possible. Une mauvaise alimentation peut aggraver les fragilités qui accompagnent le vieillissement. Par exemple, sauter un repas, se nourrir d'un seul plat, ou s'alimenter de manière déséquilibrée augmentent le risque de dénutrition pouvant conduire à une perte de masse musculaire, une baisse de l'immunité et une perte d'énergie au quotidien. Pour mieux comprendre ces enjeux, le CRÉDOC a mené une recherche portant sur l'alimentation des séniors.

Sexualité, Intimité

THE CONVERSATION **Corps vieillissants, désirs vivants : une révolution discrète se joue sur les écrans** / CERDAN Manon

TheConversation.com, 05/04/2026

<https://theconversation.com/corps-vieillissants-desirs-vivants-une-revolution-discrete-se-joue-sur-les-ecrans-279010>

Entre renouvellement des imaginaires, persistance de stéréotypes et émergence de nouvelles formes de narration, les représentations de la sexualité des personnes âgées au cinéma et dans les séries révèlent l'évolution de notre rapport collectif au vieillissement et au désir.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Camille Galliard-Minier présente une feuille de route axée sur l'autodétermination

Hospimedia, 16/04/2026

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20260416-politique-de-sante-camille-galliard-minier-presente-une-?>

Huit thématiques pour un seul cap. C'est ce qui compose la feuille de route de Camille Galliard-Minier, auditionnée par le Sénat. S'inscrivant dans la continuité de sa prédécesseure sur plusieurs mesures, elle annonce toutefois reprendre à zéro les bases du futur plan Grand âge qui attendra 2027 et relance la conférence nationale de l'autonomie.

<https://www.youtube.com/watch?v=0kwKtL4R1JU>

Formulaire MDPH simplifié : une expérimentation flash de deux mois

Média social (Le), 01/04/2026

Les MDPH de cinq départements peuvent proposer à leurs usagers, de façon expérimentale, des formulaires "simplifiés". Les modèles publiés sont "plus adaptés" que ceux initialement prévus, souligne le Collectif handicaps. En parallèle, l'Unapei rappelle qu'un questionnaire complémentaire pour les personnes avec TND est disponible depuis février.

Évaluer la coordination territoriale dans les accompagnements

Haute autorité de santé, 03/2026, 17 p.

https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2026-04/dir1/fiche_pratique_-_evaluer_la_coordination_territoriale_dans_les_accompagnements_mars_2024.pdf

Cette fiche vise à clarifier ce qu'implique cette transformation de l'offre et à guider les acteurs (organismes évaluateurs et acteurs de terrain) dans la lecture du référentiel afin de mesurer la qualité de la coordination des parcours des personnes accompagnées



Trouble du spectre de l'autisme



Initiative « J'aspire à vivre en société » : à Lyon, une appli recense les lieux adaptés à la sensibilité des personnes autistes / DARNAULT Maité

Liberation.fr, 02/04/2026

https://www.liberation.fr/societe/sante/jaspire-a-vivre-en-societe-a-lyon-une-appli-recense-les-lieux-adaptes-a-la-sensibilite-des-personnes-autistes-20260402_MPCLZVHLBRALHCMIVMOLDL2M7A/

Imaginé par le pôle psychiatrique universitaire du Vinatier de la métropole lyonnaise, avec l'aide de patients, cet outil numérique, pionnier en France, permet aux personnes autistes de surmonter leurs difficultés sensorielles pour accomplir les tâches du quotidien et favoriser leur vie sociale.



Webinaire - Trouble du spectre de l'autisme (TSA) enfant & ado - Co-construire un accompagnement de qualité [replay]

Haute autorité de santé, 02/04/2026, 91 mn

<https://youtu.be/iGL4NCXnW-4?si=NbsonL7aaEwT8PC7>

- Claire Compagnon, présidente de la Commission recommandations, pertinence et indicateurs, membre du Collège de la HAS
- La fabrique des recommandations, Sophie Biette, usager, co-présidente du groupe de travail, Un parcours coordonné : quelques repères, Pr Amaria Baghdadli, psychiatre, co-présidente du groupe de travail,
- Les interventions, Romain Zupranski, psychomotricien, membre du groupe de travail,
- Une scolarisation sans rupture de parcours, Betty Bouchoucha, professeure ressource autisme, membre du groupe de travail,
- La communication alternative et améliorée (CAA) & la supervision, Isabelle Rolland, usager, membre du groupe de travail,
- La santé : un suivi important, Pr Stéphane Marret, pédiatre, membre du groupe de travail,
- Les personnes à besoins intensifs, Sophie Biette,



Personnes autistes - A Lyon, des lieux adaptés à la carte

Libération, 03/04/2026, n° 13905, p. 16-17

https://www.liberation.fr/societe/sante/jaspire-a-vivre-en-societe-a-lyon-une-appli-recense-les-lieux-adaptes-a-la-sensibilite-des-personnes-autistes-20260402_MPCLZVHLBRALHCMIVMOLDL2M7A/

Imaginé par le pôle psychiatrique universitaire du Vinatier avec l'aide de patients, l'application Divercity, pionnier en France, recense les lieux adaptés à la sensibilité des personnes atteintes d'un trouble du spectre autistique. « Libé » a rencontré les utilisateurs et les commerçants engagés dans le projet.

<https://www.grandlyon.com/actualite/une-application-qui-repere-les-lieux-inclusifs-pour-les-personnes-autistes>

Autisme et protection de l'enfance font face à un cumul de carences de prise en charge

Hospimedia, 01/04/2026

Des signes autistiques confondus avec les conséquences d'un psychotraumatisme, un retard de prise en charge adaptée qui déstabilise les familles, des suivis médico-sociaux notifiés mais absents en protection de l'enfance. . . les retards français en matière d'accompagnement de l'autisme et d'aide à l'enfance s'additionnent.



POLITIQUE DE LA VILLE

 **Webinaire - Présentation du site "Quartiers et transitions justes" [replay]**, 07/04/2026, 39.35 mn

<https://youtu.be/F9a4s8Eqpt4?si=LRfuNhviSSJv9755>

L'outil du Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) repère facilement les points de convergence entre transition écologique, justice sociale et actions de terrain et y ajoute des contenus, définitions, ressources et bonnes pratiques !

Découvrez par ce webinaire du GT Transitions, Groupe de travail du Réseau national des centres de ressources politique de la ville, comment l'utiliser pour sensibiliser vos partenaires sur ces questions ou organiser des réunions d'intelligence collective avec vos partenaires grâce à ce webinaire de présentation.

Les quartiers populaires sont-ils encore prioritaires? [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 30/03/2026, n° 2809, p. 34-39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512644/les-quartiers-populaires-sont-ils-encore-prioritaires-r>

Les difficultés structurelles des quartiers populaires urbains n'ont été que très peu abordées durant la campagne des élections municipales. Les défis qu'elles induisent doivent pourtant être, à présent, relevés par les nouveaux élus.

Les communes et intercos ayant des quartiers prioritaires lancent l'évaluation, à mi-parcours, du contrat de ville, signé il y a un peu plus d'un an. Les acteurs de terrain voient, d'ores et déjà, un lancement affecté par les réductions budgétaires.

Chacun de leur côté, habitants engagés et institutions signataires des contrats de ville cherchent à innover, mais en se méconnaissant souvent. Pourtant une priorité, la participation citoyenne reste un défi.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45512649/les-grands-defis-qui-attendent-les-elus-de-banlieue>

POLITIQUES SOCIALES

"Les solidarités ne doivent appartenir à personne"

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 36-37

Chercheur en sciences sociales, Roland Janvier estime que les associations, confrontées à un niveau de défiance jamais atteint, doivent davantage se faire entendre et éclairer les débats politiques.

<https://www.rolandjanvier.org/>

Face au chaos démocratique, quelle résilience ? [Dossier]

Journal des acteurs sociaux, 01/2026, n° 298, p. 8-16

A mesure que les crises s'accumulent, une évidence s'impose : nous ne traversons pas une turbulence passagère, mais un changement d'époque. Comme le souligne Edgar Morin, "nous sommes entrés dans une ère d'incertitude permanente". Car ce qui caractérise notre temps, c'est l'enchevêtrement des désordres, l'émergence d'un véritable chaos démocratique. Face à cette situation, la tentation pourrait être celle du renoncement. Mais ce serait méconnaître une autre règle : l'incertitude n'interdit pas la résilience, mais il faut en définir le sens. C'est à cette réflexion que le JAS a souhaité apporter sa contribution avec ce dossier grâce à des échanges avec Thierry Mutin et s'en appuyant sur les travaux de l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale) et les réflexions menées par Edgar Morin.



PROTECTION DE L'ENFANCE



Webinaire - L'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'ASE [Replay]

CNFPT, 27/03/2026

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/po9m1ir1govo/>

Webinaire du 27 mars 2026 "L'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'ASE", organisé par l'INSET d'Angers.

Accès aux ressources documentaires :

<https://padlet.com/cnfptreseaudoc/webinaire-les-actes-relevant-de-l-autorit-parentale-5qwpop07onb188t>

Le projet de loi de protection des enfants, loin de la refondation annoncée

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 21/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1034140/le-projet-de-loi-de-protection-des-enfants-loin-de-la-refondation-annoncee/>

La Gazette des communes publie en exclusivité le texte gouvernemental, en dix articles, actuellement soumis aux instances consultatives. Le projet de loi mise bel et bien sur l'accueil à dimension familiale et sur l'adoption, et étend les contrôles d'honorabilité des adultes exerçant auprès des mineurs. Mais le texte semble loin de la refondation annoncée.

Fin 2024, 392 600 enfants et jeunes de moins de 21 ans bénéficient d'une mesure d'aide sociale à l'enfance

Drees.solidarites-sante.gouv.fr, 21/04/2026

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communiquede-presse-jeux-de-donnees/jeux-de-donnees/fin-2024-392-600-enfants-et-jeunes-de-moins-de>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie le nombre total de bénéficiaires d'une mesure d'aide sociale à l'enfance (ASE) fin 2024, au niveau national et départemental, ainsi que des données nationales détaillant le profil des bénéficiaires selon l'âge et le sexe. Ces résultats, issus de l'enquête Aide sociale menée auprès des départements, complètent ceux publiés en septembre et décembre 2025 et seront analysés de façon plus détaillée dans l'édition 2026 du Dossier de la Drees consacré à l'aide sociale à l'enfance, à paraître en juin 2026.



Cinq mois après une mission d'étude au Québec, la CNAPE publie son carnet de voyage

Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 15/04/2026, 36 p.

<https://www.cnape.fr/cinq-mois-apres-une-mission-detude-au-quebec-la-cnape-publie-son-carnet-de-voyage/>

Alors que les violences sexuelles faites aux enfants occupent de nouveau le devant de l'actualité en France, la CNAPE publie le carnet de voyage de la délégation française, associant la CNAPE et la Fédération nationale Alexis Danan, qui s'est rendue au Québec, du 15 au 22 novembre 2025, pour une mission d'étude consacrée à la prise en charge des violences sexuelles faites aux enfants mais aussi à la prise en charge des enfants montrant des conduites sexuelles problématiques.

L'aide sociale à l'enfance, un business comme les autres ?

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 08/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031338>

À court de solutions d'accueil pour les enfants en danger, certains départements font finalement appel à des entreprises ou à des associations aux logiques très commerciales. Or, les soins apportés ne sont pas toujours à la hauteur des tarifs pratiqués.



Enfance en danger, une politique en miettes - Alertes plus nombreuses, système saturé

DELHON Laetitia

Monde diplomatique (Le), 04/2026, p. 22

Mi-février 2026, le Gouvernement français renonçait à défendre devant le Parlement un projet de loi attendu sur la protection de l'enfance. Le secteur traverse pourtant une profonde crise. Placements en hausse, professionnels précarisés, difficultés de recrutement, cloisonnement des prises en charge sociale et médicale : un cercle vicieux qu'il serait urgent d'enrayer, pour protéger vraiment.

Handicap et protection de l'enfance

Autisme et protection de l'enfance font face à un cumul de carences de prise en charge

Hospimedia, 01/04/2026

Des signes autistiques confondus avec les conséquences d'un psychotraumatisme, un retard de prise en charge adaptée qui déstabilise les familles, des suivis médico-sociaux notifiés mais absents en protection de l'enfance. . . les retards français en matière d'accompagnement de l'autisme et d'aide à l'enfance s'additionnent.

Jeunes majeurs

Protection de l'enfance : menaces sur le "pécule" des jeunes de l'ASE

Média social (Le), 02/04/2026

https://www.lemediasocial.fr/protection-de-l-enfance-menaces-sur-le-pecule-des-jeunes-de-l-ase_kfXxrl

Le « pécule » des jeunes majeurs de l'aide sociale à l'enfance (ASE) pourrait-il leur être retiré ? C'est la crainte du Collectif « Cause majeur ! » qui alerte sur le contenu d'une proposition de loi, portée par le groupe Horizons et Indépendants, qui sera examinée à l'Assemblée nationale dans le cadre de sa « niche parlementaire » le 9 avril.

<https://www.causemajeur.org/>

Métiers

Dix-huit solutions pour retrouver des assistants familiaux

Lagazettesdescommunes.com – Club Santé social, 13/04/2026

<https://www.jean-jaures.org/publication/assistantes-familiales-18-propositions-pour-revaloriser-une-profession-essentielle/>

Alors que l'accueil familial paraît « en voie de disparition » le Gepso et l'Ufnafaam ouvrent des pistes « pour revaloriser une profession essentielle ». Plutôt qu'à des hausses des salaires, les deux organisations appellent à « rompre l'isolement » et à « améliorer le cadre d'activité des assistantes familiales ».

<https://www.jean-jaures.org/publication/assistantes-familiales-18-propositions-pour-revaloriser-une-profession-essentielle/>

Diplôme d'État d'assistant familial : en quoi consiste la réforme ?

Média social (Le), 11/04/2026, n° 3337

Augmentation du nombre d'heures de formation, organisation des épreuves de certification, période transitoire pour les personnes qui étaient déjà en formation... Une instruction interministérielle détaille les modalités de la réforme du diplôme d'État d'assistant familial (DEAF) applicable depuis le 1er janvier 2026.

<https://bulletins-officiels.social.gouv.fr/instruction-interministerielle-ndeg-dgcossd4a202617-du-23-fevrier-2026-relative-la-mise-en-oeuvre-de-la-revision-du-diplome-detat-dassistant-familial-deaf>



Mineurs non accompagnés



Mineurs non accompagnés en transit à Calais : Accès aux services et non-respect de leurs droits, 12/2025, 34 p.

https://www.bridge-eu.org/files/ugd/aba538_4f31168e83864bb8bef6752a5ce0a85f.pdf

Dans le cadre du projet européen Power2UAMs, ECPAT France a mené une recherche sur les droits des mineurs non accompagnés (MNA) en transit à Calais en matière d'accès aux services.

Placement

"La protection de l'enfance, c'est l'affaire de tous", le département de Loire-Atlantique incite les habitants à accueillir bénévolement des jeunes en détresse, 06/04/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes/la-protection-de-l-enfance-c-est-l-affaire-de-tous-le-departement-de-loire-atlantique-incite-les-habitants-a-accueillir-benevolement-des-jeunes-en-detresse-3330119.html?>

En Loire-Atlantique, face à une protection de l'enfance saturée par les demandes, le département lance un appel à l'engagement citoyen. Un nouveau dispositif est mis en place dans un cadre strict et contrôlé. Il permettra à des familles d'accueillir des enfants et des adolescents en difficulté.

THE CONVERSATION La scolarité des enfants suivis par la protection de l'enfance : un problème majeur qui ne doit pas occulter les réussites / DENECHAU BENJAMIN

TheConversation.com, 13/04/2026

<https://theconversation.com/la-scolarité-des-enfants-suivis-par-la-protection-de-l-enfance-un-problème-majeur-qui-ne-doit-pas-occulter-les-reussites-280166>

Les enfants passés par l'aide sociale à l'enfance sont plus souvent confrontés à des difficultés scolaires. Il est important de le reconnaître sans verser dans un discours stigmatisant qui contribuerait à entretenir un cercle vicieux. La recherche est une alliée précieuse pour identifier des leviers de réussite.



Dans le Var, un havre de paix pour des enfants placés et leurs parents

Libération, 10/04/2026, n° 13910, p. 12-13

<https://www.liberation.fr/societe/maintenant-je-comprends-mieux->

A Brignoles, le dispositif La Parenthèse permet à des jeunes de l'Aide sociale à l'enfance de voir leurs parents au sein d'un lieu neutre, mais accueillant. Des moments privilégiés qui aident les adultes à se réapproprier leur rôle et aux enfants à changer de regard.

« L'intimité biographique fait l'objet d'un droit de regard de l'institution »

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 49-51

L'aide sociale à l'enfance est prise dans un paradoxe. Son rôle est de protéger les enfants confiés des atteintes à leur individualité. Sauf que, pour y parvenir, les professionnels interviennent régulièrement dans l'intimité des jeunes qu'ils accompagnent. La sociologue Fanny Westeel montre comment les différentes dimensions de la vie intime des adolescents placés sont scrutées, au détriment de leurs droits individuels.

<https://hal.science/hal-05184916>

<https://www.centre-max-weber.fr/Fanny-Westeel>



Le parrainage en protection de l'enfance "Un gros truc en plus" [Dossier]

Bulletin de la protection de l'enfance (Le), 03/2026, n° 168/171, p. 13-23

Dans des parcours souvent marqués par les ruptures, le parrainage est un point d'ancrage affectif durable pour les enfants confiés en protection de l'enfance. Mais ce dispositif reste méconnu, y compris des professionnels de la protection de l'enfance. Il faut dire que ses contours juridiques ont longtemps été flous.



Dynamique des liens fraternels en contexte de placement conjoint / DAYAN

Clémence

ONPE Synthèses, 2026, n° 26, 4 p.

<https://onpe.france-enfance-protgee.fr/document/dynamique-des-liens-fraternels-en-contexte-de-placement-conjoint-n26/>

Ce numéro d'ONPE Synthèses analyse l'importance d'évaluer la dynamique des liens fraternels dans les décisions de placement conjoint. Si la fratrie peut constituer une ressource majeure pour l'enfant, elle peut aussi être le lieu de réactivation de dysfonctionnements familiaux.

"Les ados placés sont dépossédés d'une part de leur intimité"

Média social (Le), 02/04/2026

Dans une thèse consacrée aux adolescents placés, la sociologue Fanny Westeel analyse comment leur intimité se construit sous le regard constant de l'institution, des professionnels et des pairs. Un cadre contraint qui pèse sur leur identité et leurs relations.

<https://theses.fr/2024ENSL0110>

Pouvoir d'agir - Quand les enfants prennent la main sur leurs droits

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 12-18

L'association Des droits pour grandir propose une exposition itinérante et participative pour sensibiliser les plus jeunes, dont ceux relevant de l'ASE. Grâce au jeu et aux conversations libres, ils apprennent à se questionner et à revendiquer leur individualité

<https://www.desdroitspourgrandir.org/pages/V6JVf7HdEAI>

Prostitution des mineurs

Exploitation sexuelle des mineurs : comment repérer les jeunes qui en sont victimes ?

Média social (Le), 09/04/2026

Le 9 avril 2026, le Haut-commissariat à l'Enfance réunissait des professionnels pour une conférence sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Face à des situations difficiles à détecter, ils alertent sur l'urgence de mieux repérer les victimes et de renforcer les réponses.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2026-04/CR-conference-exploitation-sexuelle-des-mineurs-avril-2026.pdf>

https://www.instagram.com/les_bosseuses/



Le système prostitutionnel en France

Lettre de l'Observatoire national des violences faites aux femmes, 2026, n° 27, 52 p.

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2026->

La Lettre n°27 de l'Observatoire national des violences faites aux femmes consacré au système prostitutionnel en France, datée du 10 avril 2026, dresse un état des lieux des victimes repérées et accompagnées, des mis en cause enregistrés et poursuivis et des auteurs condamnés. Alors que la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées célèbre, en 2026, son dixième anniversaire, cette Lettre propose également un bilan chiffré de la Loi de 2016 sur l'achat d'actes sexuels.





Prostitution des mineurs et représentation des travailleurs sociaux. Analyse franco-canadienne / ESSADEK Aziz, COLIN VEZINA Delphine, LANCTOT Nadine, CORCOS Maurice, 2021, Dépôt 08/2025, 144 p.

<https://hal.science/hal-05199106v1>

Cette recherche a pour objet les représentations des travailleurs sociaux qui accompagnent des mineurs en situation de prostitution dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Violences sexuelles



Le défi de la justice face aux violences sexuelles, 02/04/2026, 112 mn

https://youtu.be/4LhsPNspENc?si=UPRevfMqf_Kw29Bo

Journée de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes : introduction de la journée

- Intervention d'Edouard Durand, 1er vice président chargé des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Pontoise, co-président de la Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants (CIIVISE)

- Kylian Le Mouel (Chargé de mission, direction solidarité insertion, département Loire-Atlantique)



Rapport d'information (...) en conclusion des travaux de la mission d'information sur l'imprescriptibilité des violences commises sur des mineurs

BONNET Arnaud, GOULET Perrine, MARTIN Alexandra

Assemblée nationale, 15/04/2026, 70 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/302869-limprescriptibilite-des-violences-commises-sur-mineurs-rapport-dinfo>

Ce rapport de l'Assemblée nationale recommande que tous les crimes commis sur des enfants deviennent imprescriptibles. Parmi les 34 propositions publiées, les rapporteurs reprennent cette demande portée par les associations de victimes qui plaident pour une "intranquillité" à vie des auteurs de violences.



Conférence gesticulée : Imagine mon père me faire ça, 19/07/2025, 120 mn

https://youtu.be/8xSWqXZYtng?si=lc_7vhQoeAAvUTPv&t=64

Conférence gesticulée par Margot Fily qui s'est tenue le 19 juillet 2025 à Guingamp.

TRAVAIL SOCIAL



Séminaire – Questionner le sens du travail avec autrui : L'utopie dans le travail social - "Travailleur Pair, un métier pas si nouveau" - Séance 3, 25/03/2026, 118 mn

https://youtu.be/ubiC7JEdEgc?si=qSwcQ_DB16AIJJ9

Séminaire – Questionner le sens du travail avec autrui : L'utopie dans le travail social (janvier – juin 2026)

Séance 3 – Mercredi 25 mars 2026 – Travailleur pair, un métier pas si nouveau.

Rachid Bouchareb, Docteur en sociologie, ingénieur de formation (IRTS IDF, chercheur associé au CPN, Paris-Saclay).

Clément Riva, Educateur spécialisé, coordinateur projet pair-aidance, CARRUD EGO.

Fabrice Odacre, Travailleur pair.





Retrouver du souffle dans nos métiers / PENNEWAERT Delphine

Yapaka.be, 2026, 34 p.

<https://www.yapaka.be/sites/yapaka.be/files/publication/ta-159-web-cor3.pdf>

Nos métiers de l'aide et de la relation nous confrontent à la complexité des situations et à la vulnérabilité des familles qui font échos en nous. Mais, les racines de la souffrance dans nos métiers ne se résument pas aux syndromes des bénéficiaires. Des enjeux contemporains s'invitent également dans nos pratiques : critères de rentabilité, logiques de résultats, restrictions budgétaires, dévalorisation des métiers du care...

L'impact sur le professionnel ne dépend pas de ses seules capacités et ressources. L'épuisement au travail relève de causes systémiques, structurelles, collectives et macrosociales. Par humanité mais aussi parce que notre rôle est essentiel, l'urgence de reprendre souffle s'impose individuellement et collectivement.

L'accès universel à une alimentation de qualité : un levier de repolitisation et un vecteur de sens pour le travail social / HUDBERT Mathias, PATRUEL Dominique, TETE Emeline

En bref, 04/2026, n° 9, 4 p.

<https://www.chaireunesco-adm.com/No9-L-acces-universel-a-une-alimentation-de-qualite-un-levier-de-repolitisation>

Le travail social traverse une crise de sens. Guidées par des procédures et objectifs largement quantitatifs, les professionnelles [1] sont contraintes de travailler dans l'urgence, sans moyens d'action sur les causes structurelles des difficultés rencontrées par les publics accompagnés.

L'alimentation, au cœur des inégalités sociales, reste un sujet marginal dans les référentiels du secteur. Elle est abordée principalement sous l'angle sanitaire ou comme un objet d'accompagnement à la gestion budgétaire, rarement comme un enjeu de droits et de justice sociale.

Quotidienne, universelle et relationnelle, l'alimentation offre pourtant une opportunité de redonner du sens aux pratiques professionnelles et dépasser une logique d'assistance pour encourager le pouvoir d'agir collectif, renouant ainsi avec la mission émancipatrice du travail social.

Penser et mettre en œuvre la démarche d'"aller-vers" [Dossier]

Territoires du social, 04/2026, n° 568, p. 16-23

- CCAS de Sarcelles : l'aller-vers via le guichet unique
- A Saint-Paul (La Réunion), un camion abolit les distances
- "L'aller vers, c'est faire venir !", Frédéric Maignan, formateur
- Le Samusocial de Paris, expert de l'aller-vers
- "Développer l'aller-vers au nom du service public de proximité, Philippe Jumeau, adjoint au maire de Lanester (56)

Faut-il retirer les formations sociales de Parcoursup ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 52-53

Le 4 février, la députée Marianne Maximi (LFI) déposait une proposition de loi visant à supprimer de la plateforme Parcoursup les formations destinées aux métiers du social et du médicosocial. Une présence en ligne qui, selon elle, encourage des candidatures de mauvaise qualité. Quand d'autres estiment qu'elle met en lumière des cursus encore peu connus du grand public

Secret professionnel : les éducateurs entre le marteau et l'enclume / TAUBE Raymond

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 47-48

Coincés entre des politiques judiciaires répressives et leur mission d'accompagnement de l'usager, les éducateurs se retrouvent parfois face à cette interrogation : peuvent-ils refuser de transmettre leurs informations aux autorités en invoquant le secret professionnel ?



Les seniors, nouveau vivier de talents pour le travail social ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 21-23

Le recrutement des plus de 50 ans pourrait constituer une solution, notamment dans l'aide à domicile, pour des employeurs touchés de plein fouet par la pénurie de main-d'œuvre. Si l'idée commence à faire son chemin depuis la réforme des retraites, sa mise en pratique demeure toutefois encore compliquée.

IA et transformation numérique en ESSMS : révolution ou évolution maîtrisée ? / JANVIER

Roland, DUBASQUE Didier, GUIONIE Adrien, HOPKEN Marie-Laure, DA COSTA Michaël

Cahiers de l'actif (Les), 01/2026, n° 596-597, p. 7-108

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-l-actif>

Le secteur social et médico-social, comme le reste de la société, vit actuellement une transition numérique accélérée, portée notamment par des budgets colossaux pour ce secteur. Cette transformation interroge la nature même de l'accompagnement ainsi que les pratiques professionnelles, sans oublier le management des équipes. En effet, comment accompagner ces dernières à l'heure du « tout-numérique » ?

Portée par la transformation numérique, l'IA fait peu à peu son entrée dans les ESSMS et soulève des questions cruciales jusqu'ici peu ou pas abordées. L'émergence de l'IA générative, des chatbots conversationnels, des outils d'analyse prédictive et des systèmes d'aide à la décision modifie radicalement la donne. Radicalement. . . mais positivement ? Rares en effet sont les voix qui s'attaquent de manière radicale à cette question. . . ce qui à l'évidence n'est pas forcément du ressort des travailleurs sociaux.

<https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/ia-et-transformation-numerique-en-essms-revolution-ou-evolution-maitrisee.html>

Attractivité des métiers du social et de la santé, un épineux sujet. Du diagnostic au traitement [Dossier]

Info formation (L'), 15/04/2026, n° 1117, p. 9-14

600 000 postes à pourvoir d'ici 2030 pour accompagner les personnes âgées et handicapées. Et pourtant, la France forme aujourd'hui moins d'infirmières qu'il y a dix ans. Dans les Ehpad, les services à domicile, les établissements médico-sociaux, le manque de personnel est déjà cirant - et les besoins ne font qu'augmenter avec le vieillissement de la population. . . .

Au sommaire :

- Les préconisations de l'IGAS pour renforcer l'attractivité des métiers du social et de de la santé
- "Nous souhaitons développer une réponse qui s'adapte à chaque configuration locale" 3 questions à Vincent Terrade, directeur adjoint de l'appui au pilotage de l'offre de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
- Evolution du nombre de diplômés pour six professions du champ sanitaire et social)
- Le secteur active tous les leviers de l'attractivité

VIOLENCES



Conjoints violents : un stage pour sortir du déni - Interception [Podcast]

France Inter, 19/04/2026, 27 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/interception/interception-du-dimanche-19-avril-2026-3524561>

Deux jours pour sortir du déni et briser les schémas de la violence conjugale : la justice condamne parfois, en plus des peines "classiques", des conjoints violents à des stages de responsabilisation. Interception en a suivi un en Loire-Atlantique.





Rapport d'information (...) en conclusion des travaux de la mission d'information sur l'imprescriptibilité des violences commises sur des mineurs

BONNET Arnaud, GOULET Perrine, MARTIN Alexandra

Assemblée nationale, 15/04/2026, 70 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/302869-limprescriptibilite-des-violences-commises-sur-mineurs-rapport-dinfo>

Ce rapport de l'Assemblée nationale recommande que tous les crimes commis sur des enfants deviennent imprescriptibles. Parmi les 34 propositions publiées, les rapporteurs reprennent cette demande portée par les associations de victimes qui plaident pour une "intranquillité" à vie des auteurs de violences.

Libérer la parole : ateliers sur le consentement & l'égalité filles-garçons, 02/04/2026, 2.42 mn

<https://youtu.be/fBRxtmeWOfU?si=t4qmNkBPuODZhwWv>

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, les Services des Solidarités Territoriales (SST) des Hauts-de-Seine ont organisé tout au long du mois de mars des actions fortes pour promouvoir l'égalité femmes-hommes et libérer la parole autour du consentement, du respect et des relations égalitaires

Parmi ces initiatives, l'atelier « Voix égales », animé par la compagnie de théâtre Ex Nihilo au centre de PMI de Sèvres (SST 8), a permis aux participantes et aux agentes d'exprimer leurs expériences, leurs questionnements et leurs besoins dans un cadre bienveillant et sécurisé.

Une démarche essentielle pour sensibiliser, prévenir et encourager l'égalité au quotidien

Le défi de la justice face aux violences sexuelles, 02/04/2026, 112 mn

https://youtu.be/4LhsPNspENc?si=UPRevfMqf_Kw29Bo

Journée de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes : introduction de la journée

- Intervention d'Edouard Durand, 1er vice président chargé des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Pontoise, co-président de la Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants (CIIVISE)

- Kylian Le Mouel (Chargé de mission, direction solidarité insertion, département Loire-Atlantique)

Transport public : quelles bonnes pratiques contre la hausse des violences sexistes et sexuelles ?

Lagazettedescommunes.com – Club Techni. Cités, 16/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028980/transport-public-quelles-bonnes-pratiques-contre-la-hausse-des-violences-sexistes-et-sexuelles/>

L'Union des transports publics et ferroviaires (UTPF) sort son guide de bonnes pratiques pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Si les régies se montrent inventives, l'insécurité perdure dans les réseaux de transports en commun, où les femmes comptent parmi les premières victimes.

https://www.utpf-mobilites.fr/system/files/2026-03/UTPF_guide_bons_reflexes_digital.pdf

Le viol conjugal : entre droit et criminologie / VIAUT Laura

Petites affiches, 01/04/2026, n° 597, p. 21-27

Cet article analyse la reconnaissance progressive du viol conjugal en droit français et les difficultés persistantes liées à sa répression. [...] Le droit affirme désormais que toute relation sexuelle dans le couple doit reposer sur un consentement libre, principe renforcé par la jurisprudence européenne récente. Toutefois, la réalité criminologique révèle de fortes résistances : silence des victimes, difficultés de preuve et huis clos conjugal.



L'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales : bilan de la première année de déploiement

E-essentiel (L'), 03/2026, n° 233, 4 p.

<https://www.caf.fr/professionnels/etudes-et-international/233-l-aide-universelle-d-urgence-pour-les-victimes-de-violences-conjugales-bilan-de-la-premiere>

Commises au sein du couple ou par un ancien conjoint, les violences conjugales peuvent prendre des formes multiples : physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques. Depuis le 28 novembre 2023, les victimes peuvent recourir à une aide universelle d'urgence pour se mettre à l'abri de l'auteur des violences et faire face aux dépenses immédiates.

Au cours de sa première année d'existence, entre décembre 2023 et novembre 2024, cette aide a été versée à 35 000 personnes par les Caf. Après une forte demande les premiers mois, le nombre de bénéficiaires de cette aide d'urgence s'est stabilisé autour de 2 500 par mois.

La quasi-totalité des personnes concernées sont des femmes (98 %). Leur âge moyen est de 36 ans et leurs revenus sont souvent faibles. Dans 70 % des cas, elles ont des enfants à charge, ce qui rend leur situation économique encore plus fragile.

Le montant moyen perçu est de 890 euros pour les femmes et 750 euros pour les hommes

Le viol conjugal : entre droit et criminologie / VIAUT Laura

Petites affiches, 01/04/2026, n° 597, p. 21-27

Cet article analyse la reconnaissance progressive du viol conjugal en droit français et les difficultés persistantes liées à sa répression. [...] Le droit affirme désormais que toute relation sexuelle dans le couple doit reposer sur un consentement libre, principe renforcé par la jurisprudence européenne récente. Toutefois, la réalité criminologique révèle de fortes résistances : silence des victimes, difficultés de preuve et huis clos conjugal.

Masculinisme

▶ Est-il possible de sortir du masculinisme ? Un ancien incel raconte |Des mecs solides (3/3) ÉMOTIONS, 23/03/2026, 32.01 mn

<https://youtu.be/weQ0cQfSzlo?si=l7vVgiPoGJ4ULRGX>

Masculinisme, incel, radicalisation en ligne, haine des femmes : peut-on vraiment en revenir ?

Dans cet épisode de "Des mecs solides", Marvin, 18 ans, raconte comment il a plongé à 14 ans dans une spirale de contenus masculinistes sur internet. Forums, vidéos, discours haineux... jusqu'à y adhérer complètement.

Une fois qu'on tombe dans le terrier du lapin masculiniste, est-il possible d'en sortir ?

Pourquoi ces contenus attirent-ils autant de jeunes hommes ?

Et qu'est-ce qui permet, un jour, de prendre du recul ?

À travers son témoignage, Marvin raconte la mécanique de l'adhésion... mais aussi les failles, les doutes, et le chemin qui l'a amené à s'en éloigner.

Un épisode sur la radicalisation des jeunes hommes en ligne, sur l'emprise de ces discours, et sur la possibilité (ou non) de s'en libérer.

Une plongée dans les coulisses du masculinisme, pour comprendre comment ces idéologies prennent racine... et ce qu'il faut pour espérer en sortir.

Psychotraumatisme

Première série : le soutien social - Fragments, le podcast du Cn2r, 2026

<https://cn2r.fr/ressources/podcast-2/>

Le Cn2r propose un nouveau support de diffusion sur les psychotraumatismes : Fragments, le podcast du Cn2r. Notre toute première série de six épisodes se concentre sur le thème du soutien social. Parce qu'être bien accompagné et bien entouré, c'est le principal facteur de protection après avoir vécu un événement traumatique.



ACQUISITIONS OUVRAGES



[>> Nos nouvelles acquisitions d'ouvrages](#)

(Nb : 2 lettres + touche Entrée pour l'accès)



*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.
Pour toute demande d'information, vous pouvez nous contacter à :
documentation.insetangers@cnfpt.fr*

